



#NousToutes: Pour en finir avec les violences faites aux femmes !



Sud santé sociaux et son Union syndicale Solidaires appellent à rejoindre la mobilisation du 24 novembre pour dire STOP aux violences faites aux femmes.

Un an après la déferlante #MeToo et #BalancetonPorc en France et dans le monde entier, l'heure reste à la mobilisation.

Dans la continuité des manifestations massives qui ont secoué ces derniers mois l'Espagne, l'Argentine (« Ni una menos »), le Brésil, et plus récemment l'Italie (« Ni una di meno »), **le collectif #NousToutes* souhaite faire de la traditionnelle date de lutte contre les violences faites aux femmes, un événement d'ampleur.**

Que ce soit dans nos vies, à domicile, dans la rue, les transports ou au travail, les agressions, harcèlements, violences, pouvant aller jusqu'aux féminicides, nous touchent toutes à des degrés divers.

Parce qu'il n'est plus acceptable qu'une femme soit tuée tous les 3 jours, à son domicile, ou en pleine rue,

Parce qu'il n'est plus acceptable qu'une femme soit renvoyée des commissariats quand elle souhaite porter plainte, ou s'y reprendre à 10 fois,

Parce qu'il n'est plus acceptable, dans nos hôpitaux, nos maisons de retraite, nos écoles de médecine ou de travail social, de subir des bizutages ou des ambiances sexistes, des attouchements sexuels, des mains aux fesses, des sifflements ou des propos dégradants, humiliants,

Parce que l'inégalité salariale est une violence économique qui prive les femmes de 2 mois de salaire chaque année,

Parce que nous savons que les politiques d'austérité qui grèvent les budgets dans la santé et le social touchent de plein fouet les femmes, et plus encore lorsqu'elles sont issues de minorités,

Parce que nos métiers fortement féminisés sont aussi les plus précaires et les moins payés,

Parce que nous, aide-soignantes, infirmières, travailleuses sociales, agentes d'accueil, ... sommes souvent aux premières lignes dans l'accueil, l'écoute et le soin apportés aux femmes victimes de violences,

Parce que nous voulons reprendre la rue,

Parce que nous voulons travailler à salaire égal et à respect égal,

Parce qu'après la prise de conscience qu'une femme sur cinq subira du harcèlement sexiste au travail,



Nous voulons des actes !

- Nous exigeons des moyens pour pouvoir accueillir dignement les femmes qui portent plainte, les écouter et mettre en œuvre des moyens de protection.
- Nous exigeons l'application de l'ordonnance de protection.
- Nous exigeons l'augmentation des moyens pour les associations qui accueillent les femmes victimes de violences.
- Nous exigeons une éducation non sexiste dès le plus jeune âge.
- Nous exigeons la formation obligatoire des professionnel.les.

**Contre les violences
faites aux femmes**

**on peut
AGIR
syndicalement**
Union
syndicale
Solidaires

Nous toutes, qu'est-ce que c'est?

Ce collectif, né en juin dernier, rassemble des organisations féministes et des personnes diverses. L'Union syndicale Solidaires en est partie prenante depuis le début. Présent dans plus d'une centaine de villes, il prévoit une déferlante **le 24 novembre** pour dire STOP aux violences sexistes et sexuelles.

Pour retrouver toutes les informations liées à cette manifestation : www.noustoutes.org

L'ordonnance de protection

Cette ordonnance, votée en 2010, vise à protéger les femmes victimes de violences avant ou après un dépôt de plainte, que l'agresseur ait été condamné ou non. Elle doit être demandée par la femme victime de violences auprès du juge aux affaires familiales (JAF).

Les mesures qui peuvent être prises vont de :

- L'interdiction pour l'agresseur d'entrer en relation avec la femme victime, ses enfants ou des proches.
- L'attribution du logement conjugal à la femme victime de violences et la possibilité de prendre en charge les frais concernant ce logement.
- La révision des modalités de l'autorité parentale.
- L'autorisation faite à la femme victime de dissimuler sa nouvelle adresse au conjoint ou ex conjoint violent, et d'élire domicile chez son avocat ou auprès du Procureur.
- L'admission provisoire à l'aide juridictionnelle pour couvrir les frais d'avocat et les éventuels frais d'huissier et d'interprète.
- L'interdiction de sortie du territoire pour les enfants.
- Pour les femmes étrangères bénéficiant de l'ordonnance de protection, un titre de séjour est délivré ou renouvelé automatiquement.
- Un dispositif de téléprotection a également été mis en place, permettant aux femmes d'alerter les autorités publiques.

**RDV le 24 novembre.
#NousToutes**

